

ne nous achètent pas les moissons annuelles que, grâce à la générosité de la Providence, nous pouvons toujours récolter. Ils n'acceptent que les matières premières de notre pays, choses que l'on ne peut remplacer. Les Etats-Unis drainent chaque année notre richesse naturelle. Ils nous prennent notre bois de construction, brut ou partiellement ouvré, notre bois à pâte, notre pâte de bois, notre papier, nos minerais, notre amiante, notre nickel et nos autres produits similaires. Mais ils ne veulent pas des produits de nos fermes ou de nos fabriques. Les Etats-Unis ont combiné leur tarif en vue des besoins du peuple américain, sans égard à aucun autre peuple du monde. Ce n'est pas ce que nous avons fait. Nous avons remanié notre politique douanière de manière à ouvrir notre marché à la concurrence mondiale. Le résultat s'en fait sentir aujourd'hui en ce qui a trait à notre commerce extérieur; tandis que nous exportons des marchandises et des produits d'une valeur de 1,200 millions, il nous faut les remplacer par des marchandises étrangères d'une valeur de 991 millions, marchandises qui, pour la plus grande partie, pourraient et devraient être fabriquées en Canada.

Je me propose d'attirer l'attention de la Chambre sur une ou deux choses qui apparaissent dans ce rapport du commerce et je suis heureux de voir en ce moment l'honorable et sympathique ministre de l'Agriculture à son siège (M. Motherwell). Nous n'avons pas dans cette Chambre un honorable membre plus sympathique, plus charmant que l'honorable ministre de l'Agriculture, à qui je tiens à rendre ce témoignage. Il est, je crois, un agriculteur de très grand renom. Je le tiens pour ce qu'on désigne dans notre pays un agronome et, à mon avis, ce serait pour le bien des agriculteurs et de toute la population du pays en général, si mon honorable ami consentait à consacrer tous ses talents à l'agronomie laissant les questions ordinaires du commerce agricole à ceux qui sont plus versés que lui en cette matière.

Je ne doute pas que le ministre de l'Agriculture n'ait eu beaucoup à faire avec la négociation de ces fameuses conventions avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. A maintes reprises, je l'ai entendu, dans cette Chambre, formuler ses vues sur ce sujet. Je l'ai entendu donner à la population l'assurance que ces conventions n'auraient pas pour effet de faire entrer au Canada les produits agricoles de ces deux contrées pour faire concurrence à nos produits domestiques, mais que le contraire allait se produire, et il affirmait qu'il pourrait toujours avoir des statistiques pour corroborer ses déclarations. Je le prierais de

[L'hon. M. Guthrie.]

jeter un coup d'œil sur le rapport que son collègue le ministre du Commerce vient de faire distribuer, et dans lequel on trouve un état détaillé du commerce de ce pays au cours des derniers douze mois. Que mon honorable ami veuille se reporter à la page 3 du Rapport, et il verra qu'au cours des derniers douze mois nous avons importé huit millions de livres de beurre. Quand l'an dernier quelqu'un permettait de signaler un fait de ce genre, mon honorable ami s'écriait: "Qu'est-ce que cela? Ce n'est qu'une bagatelle." Voyez donc plutôt ce que nous exportons." Eh bien! combien avons-nous exporté de beurre au cours des derniers douze mois? Exactement 9,142,000 livres. Huit millions de livres de beurre australien a pris la place de la même quantité de beurre canadien sur notre marché et nos agriculteurs ont dû expédier le leur en Europe.

Où se trouve le débouché le plus avantageux pour notre produit? C'est une question bien naïve que je pose là. Quelqu'un voudrait-il y répondre? Est-ce ici au Canada ou en Europe? Il est incontestable que le marché domestique est notre meilleur débouché, c'est le débouché le plus facile à atteindre et le plus économique. Il nous épargne des frais de transport, d'assurance, et de commission de ce côté-ci comme de l'autre. Pour ce qui est de cette denrée, pourquoi ne pas donner à l'agriculteur canadien le bénéfice entier de son marché domestique? Je n'ai aucun doute que les associations d'industrie laitière ne fassent savoir à mon honorable ami ce qu'elles pensent de cet état de choses. Déjà j'ai été mis au courant, non par des associations, mais par des particuliers qui s'occupent d'industrie laitière. Je sais que ces derniers souffrent grandement des effets de cette importation et, à mon sens, c'est en quelque sorte un outrage au commerce que de laisser pénétrer chez nous huit millions de livres de beurre d'Australie et de Nouvelle-Zélande, quand nos agriculteurs sont forcés d'exporter leur beurre en Grande-Bretagne pour rétablir l'équilibre. Pourquoi ne pas permettre à l'agriculteur canadien de placer huit millions de livres de beurre sur le marché domestique; nous n'aurions alors qu'un excédent d'un million de livres que nous pourrions exporter à l'étranger. Ne serait-ce pas là une bonne affaire? Ne serait-ce pas là de la saine économie politique? Le ministre de l'Agriculture ne croit-il pas cet arrangement logique? Sinon, qu'il consulte son collègue qui occupe le siège en arrière du sien, et je sais qu'il reconnaîtra la justice et la sagesse de mes remarques. Je le répète, mon honorable ami devrait se désintéresser tout à fait de la transaction des affaires. Il devrait laisser ce soin à un autre service de l'admini-